



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 2 avril 2026

portant prescriptions complémentaires à la société TRONOX France pour son site de Thann

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment :

- ses articles L. 512-1 à L. 512-12 (régime des installations classées),
- ses articles R. 181-45 à R. 181-53 (modification des prescriptions),
- son article R. 515-70 (réexamen des conditions d'exploitation),

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED),

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et émissions des installations classées,

VU le courrier de l'exploitant en date du 29 octobre 2025, transmettant les éléments actualisant la situation administrative du site,

VU le porter à connaissance du 7 août 2013, relatif à la réalisation d'une nouvelle zone de stockage de minerais et de coke,

VU le courrier préfectoral du 18 juillet 2016, relevant que certains déchets de l'unité de Thann relèvent de la rubrique 2797,

VU le porter à connaissance du 18 mai 2020, relatif au projet d'ajout de cuves de secours pour l'atelier TiCl_4 ,

VU les porter à connaissance du 2 décembre 2019 et du 21 mai 2025, relatifs aux quantités maximales de fluides frigorigènes,

VU les courriels de l'exploitant des 11, 12 et 19 décembre 2025, précisant les quantités de substances stockées (oxygène, coke, TiCl_4 , fluides frigorigènes),

VU la fiche navette IED du 11 avril 2013, déclarant le statut IED de l'installation,

VU le rapport en date du 24 décembre 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, chargée de l'inspection des installations classées,

VU la transmission en date du 28 janvier 2026 du projet d'arrêté pour que l'exploitant émette des observations,

VU l'avis formulé par l'exploitant dans son courriel du 9 février 2026,

Considérant que la société TRONOX France SAS, exploitante d'un site classé Seveso seuil haut à Thann (Haut-Rhin), a transmis par courrier en date du 29 octobre 2025 une mise à jour de sa situation administrative, incluant des modifications de ses installations et de leurs classements au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant que les installations du site de Thann sont soumises à autorisation au titre de la directive 2010/75/UE (IED), avec pour rubrique principale la 3420.e (fabrication de produits chimiques inorganiques, oxydes de titane et dérivés),

Considérant que les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables au site sont celles définies dans les BREF LVIC-S (principal) et LVIC-AAF (secondaire), conformément à la fiche navette IED du 11 avril 2013,

Considérant que certaines rubriques de la nomenclature ICPE ont été supprimées ou modifiées depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008, nécessitant une mise à jour du classement administratif du site,

Considérant que la rubrique 2640.a (fabrication d'oxyde de titane), bien que non mentionnée dans l'arrêté de 2008, doit être ajoutée au classement du site en raison de la production annuelle de 35 500 tonnes, conformément aux conclusions de l'inspection,

Considérant que le stockage de déchets radioactifs (DRNR) relève de la rubrique 2797-1 (autorisation), avec une quantité déclarée de 52 m³ en 2025, supérieure au seuil de 10 m³ fixé par le décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014,

Considérant que les nouveaux stockages de coke et d'oxygène liquide relèvent respectivement des rubriques 4801-2 et 4725-2, toutes deux soumises à déclaration,

Considérant que les fluides frigorigènes (1 700 kg) et les systèmes d'extinction (254 kg) relèvent des rubriques 1185-2a et 1185-2b, soumises à déclaration, sans contrôle périodique supplémentaire (l'établissement étant par ailleurs classé à autorisation),

Considérant que les cuves de secours pour le TiCl_4 , mises en place en 2020, permettent de respecter les prescriptions de l'arrêté du 6 septembre 1991 (article 16.16) et n'engendrent pas d'impact supplémentaire sur les rejets ou la sécurité,

Considérant que les erreurs déclaratives identifiées dans la déclaration Seveso 2024 (rubriques 4331 et 4735) ont été corrigées par l'exploitant, qui a confirmé par courriel du 19 décembre 2025 qu'il ne relevait pas de ces rubriques,

Considérant que les prescriptions existantes (arrêtés de 2008, 2010, 2018 et 2025 notamment) restent applicables, sous réserve des adaptations nécessaires pour les nouvelles rubriques et installations,

Considérant que les modifications demandées par l'exploitant ne sont pas de nature à engendrer des impacts significatifs sur l'environnement ou la sécurité, au sens de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement et peuvent donc être traitées par les dispositions de l'article R. 181-46-II,

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site de Thann pour refléter les évolutions réglementaires et techniques,

Considérant que la demande de l'exploitant de mettre en annexe confidentielle les quantités maximales autorisées pour les rubriques 4120.2a et 4610-1 ne peut être acceptée car elle est contraire aux recommandations de l'Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}: champ d'application.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-226-18 du 13 août 2008 imposant à la société TRONOX des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations, implantées sur le territoire de la commune de Thann sont modifiées comme suit :

Article 2: modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

| Références de l'arrêté préfectoral d'autorisation | Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté |
|---|---|--|
| N° 2008-226-18 du 13 août 2008 | Article 1.2.1 | Article modifié par l'article 3 du présent arrêté |

Article 3 : liste des installation et activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-226-18 du 13 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes.

«Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

| N° de rubrique | Intitulé et seuil de classement | Régime | Volume / caractéristiques de l'exploitation |
|----------------|---|--------|--|
| 2546.a | Traitement des minerais non ferreux, élaboration et affinage des métaux et alliages non ferreux (à l'échelle industrielle) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3250. La capacité de production étant : a) supérieure à 2 t/j | A | Fabrication de l'oxyde de titane : 35 500 t/an Fabrication du tétrachlorure de titane : 40 000 t/an |
| 2640.a | Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant supérieure ou égale à 2 t/j. | A | Fabrication de 35 500 tonnes par an d'oxyde de titane, soit une moyenne de 97 t/j |
| 2797-1 | Gestion des déchets radioactifs mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial Déchets radioactifs (gestion des) mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial, hors accélérateurs de particules et secteur médical, dès lors que leur quantité susceptible d'être présente est supérieure à 10 m3 et que les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Activités de gestion de déchets radioactifs hors stockage (tri, entreposage, traitement...) | A | Sans seuil Entreposage temporaire pour caractérisation radiologique avant expulsion. |
| 3420.b | Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : b) acides, tels que acide chromique, acide | A | Capacité de production : - acide sulfurique : 85 000 t/an - acide chlorhydrique en |

| | | | |
|---------|--|------------------------------|---|
| | fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés | | solution : 10 000 t/an |
| 3420.d | Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent | A | Capacité de production : - sulfates de fer : 75 000 t/an en 100 % - chlorosulfate de fer : 70 000 t/an |
| 3420.e | Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium | A | Capacité de production : - oxydes de titane et dérivés : 35 500 t/an - tétrachlorure de titane et dérivés : 40 000 t/an |
| 4120.2a | Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes | A Seveso seuil haut | Capacité de tétrachlorure de titane |
| 4610-1 | Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau). la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 tonnes | A Seveso seuil bas | 250 t d'oléum |
| 2515.1a | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW | E | La puissance totale des installations est d'environ 2 520 kW dont Minéraux artificiels : 1320 kW et Minéraux naturels 1 200 kW |
| 2921.1a | Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, (...), la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW | E | TAR associée à l'atelier H2SO4 7660 kW TAR associée à l'atelier TiCl4 5400 kW TAR associée à l'atelier TiCl4 204 kW TAR associée à l'atelier FT 5080 kW TAR associée à l'atelier UF 3250 kW TOTAL 21594 kW |

| | | | |
|----------|--|----|---|
| 1185.2a | <p>Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 (...)</p> <p>S'agissant d'équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p> | DC | <p>Groupes froids et systèmes de climatisation, y compris recours éventuel à un groupe froid en location en période estivale,</p> <p>soit une quantité totale maximale de fluide utilisée de 1 700 kg</p> |
| 1185.2b | <p>Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 (...)</p> <p>Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg</p> | D | <p>4 systèmes d'extinction protégeant des locaux électriques ou informatiques, pour un total de 254 kg de fluides</p> |
| 2910.A.2 | <p>Combustion (...)</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, (...), si la puissance thermique nominale de l'installation est de combustion est supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p> | DC | <p>Chaudières Alstom de 6,8 MW et chaudière Stein de 12 MW fonctionnant au gaz naturel</p> <p>Puissance thermique maximale totale : 18,8 MW</p> |
| 2915.2 | <p>Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles,</p> <p>lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides,</p> <p>la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 litres</p> | D | <p>Circuits de chauffage et cuve associée dans l'atelier TiCl₄, soit une quantité totale de 2,6 m³</p> |
| 4510.2 | <p>Mélanges ou substances dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1,</p> <p>la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes</p> | DC | <p>Capacité : 36 tonnes de solution d'ammoniaque concentré à 24 %</p> |
| 4725 | <p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p> | D | XX |
| 4801 | <p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</p> | D | 240 tonnes de coke |

XX : données relevant de l'annexe II-A de l'Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement, mis en annexe confidentielle non largement diffusée mais pouvant être communiquée sur demande écrite.

Remarque : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation,
- E signifie Enregistrement,
- D signifie Déclaration,
- DC signifie Déclaration avec Contrôle
(contrôle périodique non requis dans le cas d'un site soumis à Autorisation).

Tout changement de produit devra être signalé et l'exploitant devra justifier que cette modification est compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes.»

Statut SEVESO de l'établissement :

L'établissement relève du statut «Seveso seuil haut» au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Statut IED de l'établissement :

L'établissement relève de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite «directive IED».

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3420.e relative à la fabrication des produits oxydes de titane, tétrachlorure de titane et dérivés, et les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'Industrie de Produits Chimiques Inorganiques de Volume Important - Solide et Autres (BREF LVIC-S). Les BREF applicables à l'installation sont les BREF LVIC-S et LVIC-AAF. Les BREF transverses CWW et WGC ne s'appliqueront que dans le cadre du processus de réexamen du BREF LVIC.

Article 4 : modalités d'exécution.

Article 4.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Thann pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Thann.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 4.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 4.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Thann et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Tronox.

À Colmar, le 2 avril 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).